

La consociation belge entre résistances et ajustements

Emilie VAN HAUTE, Jean-Benoit PILET

Introduction

Le modèle consociatif belge s'est constitué au début du XX^e siècle, principalement autour du clivage philosophique. Ce modèle s'organise autour de partis politiques historiques (libéraux, démocrates chrétiens, socialistes) incarnant l'opposition entre trois piliers ou mondes sociologiques : le pilier catholique, le pilier socialiste, et un pilier libéral plus modeste ¹. Ces piliers regroupent une série d'organisations à caractère social, culturel ou économique. Les deux derniers sont bâtis sur le versant laïc, anticlérical du clivage philosophique. Les luttes pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour la neutralité de l'enseignement et les questions éthiques comptent parmi les éléments fondateurs de ces piliers. Les oppositions dans ces domaines ne se reflètent pas uniquement dans le programme et le projet des partis incarnant les piliers, mais aussi dans les caractéristiques sociologiques et les attitudes des individus composant le pilier.

Historiquement, jusqu'aux années 1960, les frontières des piliers sont supposées hermétiques. Cette appartenance sociologique à un monde spécifique est alors considérée comme traduite presque mécaniquement dans les comportements électoraux des individus, censés soutenir le parti incarnant leur pilier d'appartenance. Ces hypothèses soutenaient l'importance de la dimension religieuse dans la société et le paysage politique belge. Cependant, les changements sociaux à l'œuvre depuis quarante ans semblent mettre à mal ce modèle. La sécularisation de la société belge a réduit les oppositions philosophiques entre citoyens ; la diversification du paysage religieux les a diluées. Les conflits sur le clivage philosophique se font moins intenses

¹ D.-L. SEILER, « Belgique », in G. HERMET, J.T. HOTTINGER et D.-L. SEILER (dir.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 1998, p. 67-94.

et divers éléments, comme l'ouverture du parti libéral aux chrétiens de droite, attestent d'un certain décloisonnement des piliers ². L'effectivité de ces changements sociaux et leurs conséquences sur les comportements politiques restent néanmoins peu investiguées. Les auteurs postulent une sécularisation des esprits, c'est-à-dire une diminution des oppositions philosophiques, parallèle à un maintien des organisations pilariées ³. Peu d'études empiriques systématiques viennent cependant appuyer cette hypothèse.

Cette contribution a pour objectif de fournir des éléments de vérification de cette hypothèse, d'analyser la saillance du clivage philosophique en Belgique au début du XXI^e siècle, et ce dans deux directions. D'une part, les comportements électoraux sont analysés afin de déterminer si la religion est (ou reste) une variable explicative des préférences partisans des électeurs. D'autre part, des données relatives aux adhérents de partis sont mobilisées afin de vérifier si les partis sont (ou restent) structurés sur une base religieuse ou pilariée. Ensemble, ces données doivent contribuer à déterminer si la Belgique se situe aujourd'hui dans une configuration de croyance sans appartenance, ou d'appartenance sans croyance ⁴.

Fondements théoriques de la notion de clivage

L'approche génétique des partis a pour objectif d'expliquer l'émergence des partis et systèmes de partis en Europe occidentale. Elle s'est développée à la fin des années 1960 et insiste sur le rôle des partis comme vecteurs d'idées, comme organes porteurs de projets politiques. Selon les contextes nationaux, un ou plusieurs clivages se développent, et donnent naissance à des familles politiques.

Lipset et Rokkan sont les initiateurs et les ambassadeurs d'un modèle conflictuel multidimensionnel reprenant ce concept de clivage ⁵. Leur objectif est de comprendre comment les conflits qui traversent les sociétés se traduisent dans le système de partis politiques. Les auteurs identifient deux révolutions principales ayant marqué le développement politique de l'Europe occidentale : les révolutions nationale et industrielle. Ces révolutions génèrent quatre clivages : Eglise-Etat, centre-périphérie (issus de la révolution nationale), urbain-rural et possédants-travailleurs (issus de la révolution industrielle).

² P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, « Partis et systèmes de partis en Belgique : 1830-1998 », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE et P. MAGNETTE, *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, PUF, 1999, p. 113-153.

³ J. BILLIET et K. DOBBELAERE, « Vers une désinstitutionnalisation du pilier chrétien ? », in L. VOYÉ (et al.), *La Belgique et ses dieux. Eglises, mouvements religieux et laïques*, Louvain-la-Neuve, Cabay, 1985, p. 119-152.

⁴ G. DAVIE, *Religion in Britain since 1945 : Believing without Belonging*, Oxford, Blackwell Publishers, 1994.

⁵ S.M. LIPSET et S. ROKKAN (éd.), *Party Systems and Voter Alignments : Cross-national perspectives*, New York, Free Press, 1967 (traduction de l'introduction de cet ouvrage dans S.M. LIPSET et S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008) ; S. ROKKAN (et al.), *Citizens, Elections, Parties. Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Oslo, Universitetsforlaget, 1970.

Le clivage Eglise-Etat, issu de la révolution nationale, oppose les forces cléricales, désirant préserver l'influence de l'Eglise dans la société, et les forces anticléricales, partisans d'une séparation nette entre Eglise et Etat. Il a plus profondément marqué les sociétés catholiques. Les deux versants de ce clivage sont le versant de la démocratie chrétienne et un versant laïc séculariste. Le clivage centre-périphérie oppose les centres de pouvoir unitaires incarnés par les familles constructrices des Etats, centralisatrices, et les groupes minoritaires, incarnés par les familles régionalistes ou autonomistes. Il caractérise surtout les Etats culturellement hétérogènes. Le clivage urbain-rural, « qui ne constitue guère au demeurant qu'une complication de la première révolution nationale »⁶, oppose les intérêts industriels urbains aux intérêts paysans ruraux. Seiler le rebaptise clivage marché-nature. Il a surtout engendré des partis sur le versant nature, comme la famille des partis agrariens. Enfin, le clivage possédants-travailleurs oppose les bourgeois, incarnés par les partis défenseurs des intérêts industriels, et les travailleurs, incarnés par les partis défenseurs de cette classe laborieuse. C'est l'opposition qui a le plus largement et durablement marqué les sociétés européennes.

Ces clivages peuvent présenter des configurations différentes en fonction de la société dans laquelle ils se développent. Les clivages peuvent s'entrecroiser, donnant naissance à des familles de partis sur l'ensemble des versants et générant un multipartisme, caractéristique de l'Europe médiane. Les clivages peuvent également se superposer, renforçant les oppositions originelles, et générant des systèmes bipolaires, voire bipartites. Enfin, un clivage peut dominer les autres, plus faibles ou inexistants.

Leur analyse peut prendre deux formes : diachronique et synchronique⁷. La première permet à la fois d'identifier le clivage fondateur du parti et le cœur originel de sa doctrine, mais également les évolutions, la manière dont la doctrine s'étoffe avec le temps, et les repositionnements éventuels. La seconde autorise à un moment dans le temps une analyse en profondeur de la nature de l'électorat, des membres et des dirigeants d'un parti par rapport à son clivage fondateur. En effet, plusieurs auteurs notent que le critère de repérage historique doit être complété par un critère de nature plus sociologique pour établir la classification des familles politiques.

Dans le cadre de notre analyse de la prégnance du clivage philosophique en Belgique, nous tenterons de combiner l'approche diachronique et la perspective synchronique menée au niveau des électeurs et des adhérents des partis belges.

Place du clivage philosophique et de la pilarisation dans le paysage politique belge

Le système politique et partisan en Belgique s'est historiquement structuré sur l'entrecroisement de trois clivages⁸ : les clivages Etat-Eglise (philosophique), possédants-travailleurs (socio-économique), et centre-périphérie (ou linguistico-communautaire). La saillance de ces clivages a évolué dans le temps. La première

⁶ J.T. HOTTINGER, « La carte conceptuelle de Stein Rokkan et le problème de la classification des partis », in G. HERMET, J.T. HOTTINGER et D.-L. SEILER (dir.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 1998, p. 17.

⁷ D.-L. SEILER, *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, 1980, p. 130.

⁸ D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003.

phase de l'édification de l'Etat belge s'est opérée essentiellement autour du clivage philosophique, singulièrement sur la question scolaire.

En effet, après une courte période qualifiée d'unionisme pour assurer l'indépendance de la jeune Belgique ⁹, les tensions entre les libéraux, partisans d'une séparation nette entre Eglise et Etat, et les catholiques, défenseurs de l'Eglise, croissent et donnent naissance au clivage philosophique. Ces tensions s'illustrent au sein du Parlement, mais aussi et surtout en dehors de celui-ci, principalement autour des questions d'enseignement ¹⁰. Les premières formations politiques en Belgique, libérale et catholique, émergent chacune sur un versant de ce clivage. Elles constituent les racines historiques des partis catholique et libéral.

Le parti libéral est le premier à voir le jour. Sa naissance est facilitée par le rôle des loges maçonniques ¹¹. Elles ont développé un large réseau en relation étroite avec les libéraux. Elles se constituent en associations électorales ¹² et favorisent l'émergence du parti libéral ¹³. Un Congrès constitutif du parti se déroule le 14 juin 1846 à Bruxelles. L'anticléricalisme constitue le ciment du programme du nouveau parti. Le processus de formation d'un parti issu de la mouvance catholique est plus lent. L'anticléricalisme croissant et la domination des libéraux poussent la mouvance catholique à se structurer. Cette structuration s'opère dans un premier temps au niveau sociétal, à travers les congrès de Malines (1863, 1864 et 1867) ¹⁴. L'idée d'une organisation politique fait son chemin. Elle est facilitée par l'émergence de nouveaux courants au sein du catholicisme et par la « guerre scolaire » ¹⁵. A la faveur de ces événements, les catholiques s'unissent dans une seule formation politique après 1884 ¹⁶. Durant cette période, le paysage politique est donc bipolaire et dominé par

⁹ M. VAUSSARD, *Histoire de la démocratie chrétienne. Volume I. France, Belgique, Italie*, Paris, Seuil, 1956, p. 136 ; Chanoine A. SIMON, *Parti catholique belge, 1830-1945*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1958, p. 20 ; E. GERARD, « Du parti catholique au PSC-CVP », in W. DEWACHTER (dir.), *Un parti dans l'histoire : 1945-1995 : 50 ans d'action du Parti Social Chrétien*, Louvain-La-Neuve, Duculot, 1996, p. 12.

¹⁰ P. LEFEVRE, in *Les libéraux de 1846 à 1996*, Bruxelles, Centre Paul Hymans, 1996, p. 108-142.

¹¹ A. MIROIR, in *Les libéraux de 1846 à 1996, op. cit.*, p. 19-21 ; V. LORWIN, « Belgium : Religion, Class, and Language in National Politics », in R.A. DAHL (éd.), *Political Opposition in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 151-153.

¹² E. WITTE, « The political struggle for power in and for the main Belgian towns during the period 1830-1848 », *Res Publica*, 2, 1973, p. 376 ; M. BOTS, *Beknopte geschiedenis van de Liberale Partij*, Gent, Liberaal Archief, 1989, p. 19.

¹³ P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, « Partis et systèmes de partis en Belgique : 1830-1998 », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE et P. MAGNETTE, *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, PUF, 1999, p. 114.

¹⁴ Chanoine A. SIMON, *op. cit.* ; J.-L. SOETE, *Structures et organisations de base du Parti catholique en Belgique. 1863-1884*, Leuven, Editions Peeters, 1996, p. 21-87.

¹⁵ J.-L. SOETE, *op. cit.*, p. 343-374.

¹⁶ S.N. KALYVAS, *The rise of Christian Democracy in Europe*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, p. 306.

la confrontation entre libéraux et catholiques, principalement sur la base du clivage philosophique ¹⁷.

Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, la confrontation philosophique perd progressivement de sa vitalité, sans pour autant disparaître. Les clivages socio-économique et linguistique deviennent alors prégnants. En effet, la révolution industrielle de la seconde moitié du XIX^e siècle bouscule la vie sociale et politique belge. L'industrialisation génère des tensions qui débouchent en 1886 sur des émeutes (manifestations, grèves, répression, arrestations) ¹⁸. De ces tensions naît le parti ouvrier belge (POB) en avril 1885. Ce parti s'ancre clairement sur le versant de la défense des travailleurs et rallie des organisations ouvrières (principalement wallonnes) à la lutte politique. Dès son origine, il se fixe par ailleurs sur le versant anti-clérical du clivage philosophique. Une nouvelle ligne de fracture oppose ainsi les possédants aux travailleurs. Il traverse le clivage philosophique et n'est pas sans impact sur les deux formations politiques préexistantes. À côté du clivage socio-économique qui s'affirme, on constate l'émergence de premières tensions linguistiques opposant le mouvement flamand à l'Etat central incarné par la bourgeoisie francophone, sans que cela débouche sur des conflits forts, médiatisés par des formations politiques.

Le système politique belge repose également sur une pilariation de la société. À la fin du XIX^e siècle, deux mondes politico-sociaux principaux se sont développés : les piliers catholique et socialiste, auxquels s'ajoute un monde plus modeste, le pilier libéral. Ces piliers agrègent un parti, une organisation syndicale, une mutualité, des coopératives et diverses associations socio-culturelles ou économique-sociales. Les partis incarnant des piliers prennent la forme de partis de masse ¹⁹, d'intégration sociale ²⁰ ou de *pillar party* ²¹. Ces piliers sont mutuellement hermétiques ; la mobilité entre piliers est faible. Seules les élites représentant les piliers se rencontrent afin de négocier la décision politique. Dans les choix opérés, il y a distribution des ressources entre les piliers. À la charnière des années 1960 et 1970, les politologues ont analysé ce mode de fonctionnement. Lehbruch parle de *Proporzdemokratie* ou de démocratie de concordance dans le cas autrichien, et Lorwin évoque le pluralisme segmenté. Pour sa part, McRae reprend l'expression démocratie consociationnelle ²². Le cas belge a également été étudié à l'aune de ces théories ²³.

¹⁷ Ch. RUDD, « The Belgian liberal parties : economic radicals and social conservatives », in E.J. KIRCHNER (éd.), *Liberal parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 183.

¹⁸ X. MABILLE, *Histoire politique de la Belgique*, Bruxelles, Editions du CRISP, 4^e éd., 2000, p. 163-178.

¹⁹ M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 2000, 3^e éd.

²⁰ S. NEUMANN, « Toward a Comparative Study of Political Parties », in S. NEUMANN (éd.), *Modern Political Parties*, Chicago, The University of Chicago, 1956, p. 404.

²¹ K.R. LUTHER, « A Framework for the comparative analysis of political parties and party systems in consociational democracy », in K.R. LUTHER, K. DESCHOUWER, *Party Elites in Divided Societies*, London, Routledge, 1999, p. 3-19.

²² K.D. McRAE, « Part I. Introduction », in Id. (éd.), *Consociational Democracy. Political Accommodation in Segmented Societies*, Toronto, The Charleton Library, 1974.

²³ J. LADRIÈRE, J. MEYNAUD et Ft. PERIN (éd.), *La décision politique en Belgique : le pouvoir et les groupes*, Paris, A. Colin, 1965 ; V. LORWIN, « Belgium : conflict and compromise » et

A l'exception de la décennie d'après-guerre (1945-1958 : question royale et deuxième guerre scolaire), le clivage philosophique passe sur un plan secondaire par rapport aux clivages socio-économique et linguistico-communautaire.

Ce passage au second plan s'illustre par l'abandon complet par les libéraux de leur identité et de leur posture anticléricales au début des années 1960. Ils optent alors pour un profil en pointe sur les questions socio-économiques, dans le sens de la promotion de l'économie de marché et de la réduction de la fiscalité directe. Ce *réalignement* leur permet d'attirer une frange de l'électorat catholique de droite.

D'autre part, après la deuxième guerre mondiale et les soubresauts du clivage philosophique, on peut isoler deux temps dans l'émergence de nouveaux venus dans le paysage partisan. Le premier débute dans les années 1950 et atteint son sommet dans les années 1970. Le développement du clivage linguistique a favorisé l'émergence de partis qualifiés alors de communautaires (partis de défense régionale et/ou linguistique)²⁴. Leur succès a miné la domination des familles traditionnelles, et généré de fortes tensions centrifuges en leur sein, qui ont finalement conduit à leur implosion et à la fondation de deux formations distinctes pour chacune des familles : en 1968 pour les sociaux chrétiens, en 1972 pour les libéraux et en 1978 pour les socialistes.

Dans la période contemporaine, d'autres nouveaux venus se sont imposés : les formations vertes et d'extrême droite. Ecolo est mis sur les fonts baptismaux en 1980 et Agalev, formellement, en 1982. A l'instar d'autres formations écologistes en Europe, Ecolo et Groen ! portent ou ont porté le message de pratiques politiques différentes – « Faire de la politique autrement » était leur mot d'ordre au scrutin de 1981 – et de la protection de l'environnement. La Belgique a aussi enregistré la (re)naissance et le développement de partis d'extrême droite. Le Vlaams Blok se transforme en parti à part entière en 1980. Du côté francophone, c'est à la charnière des années 1984 et 1985 qu'est établi le Front national (FN)²⁵. L'installation durable de ces nouveaux venus montre une propension à l'ouverture du système politique, voire une forme d'accélération de sa fragmentation. Elle questionne également la structuration établie du système politique autour des piliers.

« Segmented pluralism : ideological cleavages and political cohesion in the smaller European democracies », in K.D. McRAE (éd.), *op. cit.* ; A. LIJPHART, *Conflict and coexistence in Belgium : the dynamics of a culturally divided society*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1981.

²⁴ E. VAN HAUTE, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti » et J.-B. PILET, « Le rassemblement wallon (RW) et le Front démocratique des francophones (FDF) : des partis victimes de leur succès ? », in P. DELWIT (éd.), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 243-264 et 265-284.

²⁵ P. DELWIT, « The Belgian National Front and the question of power », in P. DELWIT et Ph. POIRIER (éd.), *The extreme right parties and power in Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 141-166.

Données et problématique

Le clivage philosophique est le premier clivage ayant contribué à structurer le paysage politique en Belgique. Cependant, il s'est peu à peu vu concurrencé par d'autres clivages, qui semblent aujourd'hui plus saillants. Plusieurs évolutions se présentent comme autant de questionnements du clivage philosophique : la sécularisation de la société, le renoncement de l'Église catholique à imposer ses préférences électorales à ses fidèles, le réalignement des libéraux, ou encore l'émergence de nouveaux partis se déclarant ouverts ou neutres sur le plan philosophique. En outre, l'organisation de la société en piliers se voit elle aussi mise en question suite à l'émergence de nouvelles organisations sociales ou au succès croissant de partis qui se déclarent ouvertement opposés à ce mode d'organisation de la société (écologistes, extrême droite, voire les libéraux à partir des années 1990).

Ces évolutions ont amené certains politologues à s'interroger sur la survivance du modèle belge ²⁶, sur le caractère déterminant du facteur religieux dans la structuration du paysage politique et sur le maintien d'un système de pilarisation de la société ²⁷. Le peu de données à disposition tend pourtant à montrer que les individus continuent d'adhérer en priorité aux organisations d'un seul pilier ²⁸ malgré des mouvements entre piliers plus fréquents, et même si les fondements de l'adhésion au pilier et à ses organisations ont évolué, en particulier du côté catholique ²⁹. Les identités religieuses seraient remplacées par des valeurs morales. L'insertion au sein du pilier se ferait sur la base de l'appartenance à une communauté sociologique, et non plus à partir d'un catholicisme pratiquant et d'un cléricisme militant. Les piliers auraient par ailleurs maintenu la fidélité de leurs membres sur la base de services qu'ils leur fournissent au travers des mutuelles, écoles, hôpitaux et syndicats ³⁰.

Cependant, peu d'études empiriques viennent confirmer ou infirmer ces hypothèses. Il est dès lors intéressant d'analyser plus en profondeur le caractère déterminant de la variable religieuse en Belgique, tant au niveau des comportements électoraux que des profils d'adhésion. A cette fin, des données issues d'une enquête « sortie des urnes » réalisée à l'occasion des élections fédérales du 10 juin 2007 auprès de l'électorat francophone sont mobilisées ³¹. Au total, 2 807 individus ont été

²⁶ V.R. LORWIN, « Conflits et compromis dans la politique belge », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 323, 1966.

²⁷ J. BILLIET, « Verzuiling en politiek : theoretische beschouwingen over België na 1945 », J. ART, « Van « klerikalisme » naar « katholiek zuil » of van « régime clérical » naar « CVP-Staat ». Een benadering van het Vlaams georganiseerd katholicisme in de nieuwe tijd », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 13/1, 1982, p. 83-118.

²⁸ M. HOOGHE, « De persistentie van verzuiling op microniveau in Vlaanderen. Een analyse van surveydata over lidmaatschap, zuilintegratie, stemgedrag en maatschappelijke houdingen », *Res Publica*, 4, 1999, p. 391-420.

²⁹ J. BILLIET, « On Belgian Pillarisation : Changing Perspectives », *Acta Politica*, 19/1, 1984, p. 117-128.

³⁰ L. HUYSE, « Pillarization Reconsidered », *Acta Politica*, 19/1, 1984, p. 145-158.

³¹ L'enquête gérée par le Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) a été coordonnée par Pascal Delwit, en collaboration avec Régis Dandoy, Nicolas De Decker, Giulia Sandri, Emilie van Haute et Jean-Benoit Pilet.

interrogés le 10 juin 2007 entre 8 heures et midi dans trente communes différentes de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale ³². Par ailleurs, des données relatives aux adhérents de quatre partis majeurs du paysage politique en Belgique sont présentées : CD&V, VLD, PS et Ecolo (N = 2 910). Ces partis représentent chacun le partenaire dominant de leur famille politique. En outre, cette démarche permet de présenter des données relatives aux deux communautés, autorisant éventuellement à mettre en évidence des évolutions contrastées.

Clivage religieux et comportements électoraux

Ce premier volet de l'analyse empirique s'intéresse à l'impact des convictions religieuses dans les comportements de vote. Conserve-t-on un vote catholique en faveur des partis démocrates chrétiens, et ce malgré l'abandon du qualificatif chrétien par le cdH ? Les votes libéral et socialiste demeurent-ils essentiellement laïcs ? De plus, comment se déterminent les électeurs se réclamant d'une autre confession, en particulier musulmane dont le poids démographique à Bruxelles est non négligeable ? L'enquête sortie des urnes menée par le Cevipol en Belgique francophone lors des dernières élections fédérales du 10 juin 2007 permet de répondre à ces interrogations, en se penchant dans un premier temps sur le vote catholique, puis sur le comportement électoral des électeurs de confession musulmane.

Le vote catholique

En première observation, il est intéressant de comparer la répartition générale entre électeurs se présentant comme catholiques ou chrétiens et électeurs se rattachant à une autre religion ou se déclarant non croyants/agnostiques. L'échantillon compte 40,2% de catholiques, 14,3% d'individus d'une autre religion et 45,5% de non croyants/agnostiques. Le groupe des électeurs sécularisés est donc le plus important. Ces données confirment la forte sécularisation du côté francophone du pays ³³. Cependant, des disparités régionales s'observent (tableau 1). En région bruxelloise, la part de non catholiques est plus importante, principalement en raison d'une proportion plus forte d'électeurs se réclamant d'une autre religion que la religion catholique (essentiellement musulmane).

³² Les communes étudiées ont été sélectionnées en respectant un équilibre, non seulement entre les différentes provinces, mais également entre communes rurales et urbaines ainsi que entre communes fort et peu peuplées. Pas moins de 16 communes ont été sondées en Wallonie, et 14 à Bruxelles, pour aboutir à des échantillons respectifs de 1 488 et 1 319 individus.

³³ Voir notamment M. HUGHEY, « Religion and Modernization : Sociologists and Historians Debate the Secularization Thesis. Book reviews », *Sociology of Religion*, 55/2, 1994.

Tableau 1. Répartition des électeurs selon la croyance en Communauté française, en Wallonie, et à Bruxelles (en %) ³⁴

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Non catholique</i>
Wallonie	44,3	55,7
Bruxelles	35,6	64,4
Communauté française	40,2	59,8

Il est dès lors intéressant de voir si cette variable religieuse, qui divise le corps électoral, détermine les choix et les comportements électoraux.

L'analyse de la structure philosophique de l'électorat des partis francophones (tableau 2) confirme que l'empreinte historique du clivage philosophique reste perceptible. Le cdH, successeur du parti catholique et du parti social chrétien, obtient en termes relatifs plus de succès dans la frange catholique de l'électorat. Le PS en revanche est d'abord un parti de votants non croyants et agnostiques. En fait, des trois partis traditionnels, seul le MR a réussi à se détacher de son histoire liée à un versant, laïc, du clivage philosophique. De son côté, Ecolo s'éloigne de ses origines chrétiennes ³⁵, alors que le Front national se situe dans la répartition standard.

Tableau 2. Structure philosophique de l'électorat des partis francophones en 2007, en %

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Non catholique</i>
PS	32,2	67,8
MR	45,4	54,6
cdH	59,1	40,9
Ecolo	32,6	67,4
FN	40,3	59,7
Autre parti	27,0	73,0
Blanc/je ne sais pas	43,5	56,5
Total (N)	1 116	1 659

Chi²= 111,865 ; p=.000.

A côté de la croyance, la littérature montre que la pratique religieuse est également un facteur explicatif des comportements politiques. Les pratiquants réguliers sont plus que les autres enclins à rester proches des partis et des organisations religieuses ³⁶. Nos données confirment cette tendance (tableau 3). Les pratiquants les plus réguliers, déclarant aller à la messe tous les dimanches, restent plus que les autres enclins à voter pour le cdH (39,2%) dans une proportion allant du simple au double par rapport au

³⁴ Ce tableau et les suivants proviennent d'une analyse détaillée du vote catholique aux élections fédérales belges de 2007. N. DE DECKER et G. SANDRI, « Le vote catholique », in P. DELWIT et E. VAN HAUTE (éd.), *Le vote des Belges (Bruxelles – Wallonie, 10 juin 2007)*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008.

³⁵ P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, *Ecolo : les verts en politique*, Paris, De Boeck, 1996.

³⁶ C. DARGENT, « La religion, encore et toujours », in B. CAUTRÈS et N. MAYER, *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de sciences Po, 2004, p. 164-165.

score général de ce parti en Communauté française. Pour les pratiquants irréguliers, le désalignement par rapport au parti du pilier chrétien est net, avec le MR qui arrive en tête tant chez les pratiquants irréguliers que chez les non pratiquants.

Tableau 3. Pratique religieuse des catholiques et vote en 2007, en %

	<i>Pratiquant régulier</i>	<i>Pratiquant irrégulier</i>	<i>Non pratiquant</i>
PS	18,4	16,9	19,9
MR	17,7	34,7	32,1
cdH	39,2	18,9	13,5
Ecolo	13,3	16,3	12,8
FN	0,6	2,3	4,4
Autre parti	7,6	5,0	5,1
Blanc/je ne sais pas	3,2	5,9	12,2
Total (N)	158	662	289

Chi²= 91,647 ; p=.000.

Au-delà du lien entre croyance et pratique religieuse d'une part, et comportement électoral d'autre part, se pose aussi la question des attitudes politiques des électeurs. Diverses enquêtes électorales démontrent un lien entre l'identification à la religion chrétienne et un certain conservatisme politique, en particulier parmi les plus pratiquants³⁷. Cet élément se confirme lorsque l'on analyse le positionnement de cette frange de l'électorat, mesuré à l'aune de quatre indicateurs (tableau 4). Le premier est l'auto-positionnement des électeurs sur une échelle allant de la position la plus à gauche (0) à la position la plus à droite (9). Tendanciellement, les électeurs catholiques se définissent comme très légèrement de centre-droit, tandis que les autres votants se placent plutôt au centre-gauche. A ce premier indicateur, s'en ajoutent trois autres sur des questions politiques³⁸. Sur les deux premiers enjeux, c'est à nouveau au centre que le score moyen des électeurs catholiques se situe. Seules les questions de libéralisme culturel, comme l'adoption par les couples homosexuels et la légalisation du cannabis, présentent des résultats plus marqués vers le pôle conservateur. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant puisqu'il s'agit des seuls enjeux sur lesquels un clivage philosophique semble persister dans les prises de position des élus, mais aussi dans les interventions des autorités religieuses catholiques. Les lois sur le mariage des couples homosexuels puis sur leur droit d'adopter l'ont illustré.

³⁷ C. DARGENT, *op. cit.*

³⁸ Chaque indicateur synthétise différentes propositions par rapport auxquelles les répondants ont dû se positionner. Ces indicateurs ont été mis en évidence à l'aide d'une analyse en composantes principales. Le premier synthétise des questions socio-économiques, plaçant les répondants sur une échelle allant de la position la plus à gauche (1) à la position la plus à droite (5) ; le deuxième résume des problématiques d'immigration et de sécurité, rangeant les électeurs entre des positions universalistes (1) et ethnocentristes (5) ; le dernier regroupe des enjeux de libéralisme culturel avec une échelle comprise entre valeurs libertaires (1) et conservatrices (5).

Tableau 4. Positionnements politiques des électorats en fonction de l'orientation religieuse

	<i>Catholique/chrétien</i>	<i>Non catholique</i>
Auto-positionnement moyen sur l'échelle gauche-droite (0-9)	4,65	3,99
Position moyenne échelle socio-économique (1-5)	2,57	2,32
Position moyenne échelle universalisme-ethnocentrisme (1-5)	2,54	2,22
Position moyenne échelle libéralisme-conservatisme (1-5)	3,75	3,11

Si ces éléments d'analyse montrent, semble-t-il, que le clivage philosophique continue à structurer le paysage politique et à déterminer les attitudes des électeurs, ils ne permettent cependant pas d'évaluer le poids du déterminant religieux parmi d'autres facteurs dans la prédiction du vote. L'analyse discriminante introduit une telle hiérarchisation dans les variables³⁹. Elle permet à la fois d'identifier les variables les plus prédictives d'un comportement électoral et de prédire les comportements électoraux en fonction des caractéristiques des individus.

Le tableau 5 présente les résultats de l'analyse discriminante, parti par parti⁴⁰. Pour chaque parti, une série de variables socio-démographiques (niveau de diplôme, âge, religion et statut socio-professionnel) et d'attitudes (indicateurs présentés ci-dessus) sont intégrées dans l'analyse, afin d'évaluer leur valeur prédictive du vote pour le parti en question (en opposition à l'ensemble des autres partis).

Les résultats confirment les observations antérieures. Le facteur religieux (catholique/non catholique) apparaît à deux reprises comme variable prédictive du vote : dans le cas du PS, et de manière encore plus marquée dans celui du cdH. Ce n'est pas le cas pour le MR ou Ecolo.

L'analyse parti par parti révèle que la variable catholique/non catholique reste la première variable prédictive du vote pour les démocrates humanistes, avec un niveau de corrélation très élevé. Deux autres variables jouent fortement dans la prédiction du vote cdH : le positionnement sur l'échelle universalisme-ethnocentrisme et celui sur l'échelle libéralisme-conservatisme, ce qui confirme le lien entre croyance et attitudes. Notons que les positionnements gauche-droite et socio-économique ne permettent pas de prédire le vote pour le parti, ce qui confirme le caractère pluraliste de l'électorat du cdH sur cette question.

Le vote socialiste ou libéral est davantage caractérisé par les positionnements socio-économiques (auto-positionnement et échelle construite, de centre gauche pour les électeurs du PS et de centre droit pour les électeurs du MR), mais aussi par le niveau

³⁹ P. KINNEAR et C. GRAY, *SPSS facile appliqué à la psychologie et aux sciences sociales : maîtriser le traitement de données*, Bruxelles, De Boeck, 2005, p. 26-28, et 361-388.

⁴⁰ Le vote pour le parti *p* est dichotomisé par rapport au vote pour les autres partis, avec une probabilité égale de voter pour chaque groupe afin d'éviter les disproportions liées aux probabilités réelles.

de diplôme des électeurs : signe de l'ancrage premier de ces partis sur le clivage socio-économique. Cependant, la prédictibilité du vote socialiste se distingue par l'influence résiliente du facteur religieux. A noter que, dans le cas du MR, le positionnement sur l'échelle libéralisme culturel – conservatisme émerge comme prédicteur du vote, dans un sens plutôt conservateur. Ce facteur s'explique peut-être par la capacité du parti à attirer une frange non négligeable de l'électorat catholique, qui se retrouve dans l'ancrage à droite du parti sur le clivage socio-économique, mais qui se caractérise par des positions plus conservatrices sur le plan culturel.

Enfin, le vote écologiste se distingue du vote pour les autres partis par un positionnement sur les « nouvelles thématiques », tendant davantage vers le libéralisme culturel et l'universalisme que le restant de l'électorat. Les variables socio-économiques jouent dans la prédiction du vote mais de manière moins forte que dans le cas de l'électorat libéral ou socialiste. Enfin, le niveau de diplôme (élevé) et l'âge (moyenne plus jeune) constituent eux aussi des facteurs déterminants dans le vote pour ce parti.

Tableau 5. Analyse discriminante du vote en 2007, par parti

<i>Partis/Variables</i>	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>cdH</i>	<i>Ecolo</i>
Niveau de diplôme	0,349 2 * Secondaire sup.	0,192 3 * Secondaire sup./ Sup. non univ.	-0,001 - Secondaire sup./ Sup. non univ.	-0,335 6 * Secondaire sup./ Sup. non univ.
Catholique/non catholique	-0,265 4 * non catholique	-0,165 - catholique/ non catholique	0,839 1 * catholique	-0,261 - catholique/ non catholique
Statut	0,25 - ouvrier/ employé	0,173 - employé	0,057 - ouvrier/ employé	-0,093 - ouvrier/ employé
Age	0,093 - 35-54 ans	0,064 - 35-54 ans	-0,217 - 35-54 ans	0,431 4 * 35-44 ans
Positionnement gauche-droite (0-9)	0,886 1 * 2,94	0,857 1 * 5,71	-0,039 - 4,47	0,655 1 * 3,39
Echelle universalisme- ethnocentrisme (1-5)	0,123 - 2,24	0,169 - 2,50	0,205 2 * 2,17	0,587 3 * 1,81
Echelle gauche-droite socio- économique (1-5)	0,535 3 * 1,97	0,675 2 * 3,16	0,148 4 * 2,35	0,470 5 * 2,08
Echelle libéralisme- conservatisme (1-5)	0,189 - 3,26	0,249 4 * 3,65	-0,470 3 * 3,69	0,642 2 * 2,82
Lambda de Wilks	0,868	0,749	0,960	0,921
% de bons classements	67,5	73,2	63,6	66,4

Remarques : pour chaque variable et chaque parti, le tableau indique : la corrélation entre la variable et la fonction discriminante ; si la variable est retenue dans la fonction, le rang de la corrélation et une * et si la variable n'est pas retenue dans la fonction, le tableau mentionne un - ; la moyenne des positions des électeurs du parti sur chaque variable (score moyen ou catégorie ordinale la plus proche de la moyenne). Les signes des corrélations ne doivent pas être pris en considération.

En conclusion, le clivage philosophique a électoralement perdu de sa pertinence. Toutefois, il ne s'est pas évanoui ; des traces demeurent. Premièrement, deux partis, le cdH et le PS, continuent à en porter la marque, alors que le MR ou Ecolo présentent des profils plus pluralistes en la matière. Ce constat est encore plus fort quand la pratique religieuse est prise en compte. Enfin, sur les enjeux de société, de libéralisme culturel, d'éthique, le conservatisme des électeurs catholiques est bien réel.

Le vote musulman

Si le clivage philosophique a longtemps été réduit à une opposition entre catholiques et laïques, la problématique du comportement des électeurs musulmans s'affirme comme partie intégrante du débat, tant parmi les acteurs politiques, soucieux de s'attirer les faveurs de cette frange de l'électorat, que dans les milieux académiques. Le poids de cet électorat s'est renforcé au fil des ans, à la fois par l'accès facilité à la nationalité belge et au travers de l'accession à la majorité électorale d'enfants d'immigrés de la première génération. En Région bruxelloise en particulier, les populations marocaines et turques, majoritairement musulmanes, représentent une part non négligeable de l'électorat. En Belgique, elles compteraient aux alentours de 300 000 personnes ⁴¹. Leur présence parmi les élus s'est d'ailleurs rapidement accrue en quelques années. En 1994, il y avait 14 élus d'origine maghrébine ou turque dans les conseils communaux ⁴². Six ans plus tard, il y en a 86 dans les seules 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, soit 13,7% du total. Enfin, aux élections régionales de 2004 à Bruxelles, pas moins de 22 députés francophones sur 72 étaient d'origine maghrébine ou turque, la plupart dans les partis de gauche, PS et Ecolo.

Toutefois, l'on sait peu de choses sur les comportements électoraux des musulmans de Belgique. Plusieurs hypothèses sont envisageables. Leur vote est-il proche de celui des croyants catholiques, c'est-à-dire plutôt en faveur des partis religieux ? En se transformant de PSC en cdH, et en abandonnant par là le C de « chrétien », le Centre démocrate humaniste a lancé une stratégie à destination des autres confessions : musulmans et protestants africains. Cette démarche est-elle payante ? Ou au contraire, les électeurs musulmans optent-ils pour les partis de gauche, plus ouverts sur les questions d'immigration et plus proches de la situation socio-économique de ces populations qui est en moyenne peu aisée ?

⁴¹ E. Le TEXIER, M. MARTINIELLO, E. VANDERWAEREN, P. HEYSE et Ch. TIMMERMAN, *Qualitative Research Part : Migrants' Political and Social Participation in Belgium – The case of Visé (Liège Province, Wallonia) and Antwerp (Antwerp, Flanders)*. Rapport UA/OASeS-ULg/CEDEM, Fondation Roi Baudouin, 2006.

⁴² M. MARTINIELLO, « Les élus d'origine étrangère à Bruxelles : une nouvelle étape de la participation politique des populations d'origine immigrée », *Revue européenne des migrations internationales*, 14/2, 1998, p. 123-149.

L'enquête « sortie des urnes » du Cevipol permet d'apporter des premiers éléments de réponse. Dans l'échantillon, les électeurs se réclamant de confession musulmane représentent 7,5% du total (3,8% en Wallonie et 11,8% en Région de Bruxelles-Capitale), ce qui en fait le troisième groupe après les non-croyants et les catholiques.

Le groupe musulman étant minoritaire dans l'électorat belge, il ne peut donc pas être majoritaire dans la structure philosophique des électorats des partis francophones. Cependant, pour le PS et le cdH, il s'agit d'un groupe non négligeable. Ainsi, 14,5% des électeurs socialistes, et 10,2 % des électeurs cdH sont de confession musulmane, pour respectivement 4,0% et 4,3% au MR et chez Ecolo. En conséquence, il faut s'attendre à ce que le poids de l'électorat musulman pèse sur les orientations et les actions politiques des deux premiers partis (PS et cdH).

Si l'on s'intéresse à l'électorat musulman et à ses préférences partisans (tableau 6), les résultats indiquent que ces derniers ont voté majoritairement à gauche, pour le PS et Ecolo (53,6%). Toutefois, en termes relatifs par rapport aux résultats du parti, la division gauche droite n'est pas aussi évidente. Certes, le PS arrive de loin en tête, puisqu'il rassemble 43,1% des votes musulmans, soit 16,3% de plus que son résultat au Sénat. Le cdH arrive loin derrière (18,7% de l'électorat musulman a opté pour ce parti), mais il fait légèrement mieux dans cette frange de l'électorat que dans l'ensemble (+3,2%). Le MR et Ecolo suivent. Les deux derniers sont moins performants auprès des électeurs se déclarant musulmans qu'auprès de l'ensemble de l'électorat. Le MR en particulier a du mal à percer, avec une pénétration (14,8%) de plus de moitié inférieure à son score total (32,3%).

Tableau 6. La pénétration des partis dans l'électorat musulman en 2007 en Communauté française, en %

	<i>Résultats électoraux du parti (Sénat)</i>	<i>Répartition des voix de l'électorat musulman en Communauté française</i>
PS	26,8	43,1
MR	32,3	14,8
cdH	15,5	18,7
Ecolo	15,2	10,5
FN	5,9	1,4
Autre parti	4,3	4,8
Blanc/je ne sais pas	-	6,7
Total (N)	100,0	100,0 (212)

A l'inverse de ce qui a été observé pour l'électorat catholique, les différences en termes de pratique ne constituent pas un facteur discriminant dans le comportement électoral. Les écarts entre pratiquants réguliers, irréguliers et non pratiquants sont réduits et non linéaires (tableau 7), en raison peut-être d'un rapport différent au lieu de culte pour les deux religions. Il faudrait cependant mener cette analyse sur un nombre plus important d'électeurs musulmans pour pouvoir tirer des conclusions plus satisfaisantes d'un point de vue statistique.

Tableau 7. Pratique religieuse musulmane et vote en 2007 en Communauté française, en %

	<i>Pratiquant régulier</i>	<i>Pratiquant irrégulier</i>	<i>Non pratiquant</i>	<i>Total</i>
PS	40,0	48,4	37,3	43,1
MR	12,3	15,1	17,6	14,8
cdH	18,5	19,4	17,6	18,7
Ecolo	12,3	8,6	11,8	10,5
FN	1,5	1,1	2,0	1,4
Autre parti	4,6	2,2	9,8	4,8
Blanc/je ne sais pas	10,8	5,4	3,9	6,7
Total (N)	65	94	51	210

Les bonnes performances du PS, mises en lumière dans le tableau 6, tendent à confirmer l'hypothèse d'un vote musulman à gauche. Toutefois, cette hypothèse est contrebalancée par les piètres résultats engrangés par Ecolo dans cette frange de l'électorat, malgré le fait que le parti se soit historiquement positionné en pointe sur des questions comme l'ouverture des frontières, la régularisation des sans-papiers et le droit de vote des étrangers. L'hypothèse d'un vote musulman pour les partis traditionnellement religieux pourrait également sembler confirmée par la bonne pénétration du cdH dans cet électorat.

Ces ébauches d'analyse du comportement électoral des électeurs de confession musulmane peuvent être approfondies à l'aide d'une étude des positionnements politiques des électeurs musulmans. Les quatre indicateurs utilisés dans l'examen des électeurs catholiques (gauche/droite, socio-économique, universalisme-ethnocentrisme, et libéralisme-conservatisme culturel) sont à nouveau mobilisés.

Les résultats confirment l'ancrage plutôt à gauche de l'électorat musulman. Leur score moyen d'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite (0 à 10) se situe bien à gauche (3,79), soit un demi-point de plus que le reste de l'électorat (4,29). Il en va de même sur les enjeux socio-économiques (1 à 5), avec un score moyen de 1,88, contre une position plus centriste que le reste de l'électorat (2,46). Les différences en termes de position sur l'échelle universalisme-ethnocentrisme sont moins marquées, même si l'électorat musulman tend vers une position légèrement plus universaliste que la moyenne des autres électeurs. En revanche, sur les questions de société, leur score moyen penche nettement vers le conservatisme culturel (4,13).

Tableau 8. Positionnements politiques de l'électorat musulman

	<i>Musulman</i>	<i>Autre</i>
Auto-positionnement moyen sur l'échelle gauche-droite (0-9)	3,79	4,29
Position moyenne échelle socio-économique (1-5)	1,88	2,46
Position moyenne échelle universalisme-ethnocentrisme (1-5)	2,11	2,37
Position moyenne échelle libéralisme-conservatisme (1-5)	4,13	3,31

Ces indicateurs confirment donc bien un ancrage plutôt à gauche dans les matières socio-économiques et d'ouverture de la société. Cet ancrage à gauche se couple néanmoins à des positions de conservatisme culturel. Ces éléments permettent d'éclairer le faible succès d'Ecolo, ce dernier mettant largement en avant ses positions en matière de libéralisme culturel. Ils permettent également de comprendre les mécanismes menant une partie des électeurs musulmans à opter pour le cdH, héritier des partis du pilier catholique et parti le plus conservateur sur les questions de société et d'éthique. Enfin, la très faible pénétration du MR dans cet électorat se comprend par le décalage entre les positions du parti en matière socio-économique et la situation socio-économique de cette population, qui la mène à préférer des partis de gauche ou de centre-gauche, plus proches de la défense de leurs intérêts et de leurs positions.

Au final donc, l'on peut constater que les électeurs de confession musulmane se répartissent entre un parti de gauche, le PS, et le cdH, héritier du pilier chrétien. Par rapport à la question de la persistance du clivage philosophique en Belgique, cela confirme que sur le plan électoral les choses deviennent plus floues. Le pluralisme domine largement avec le succès du MR et d'Ecolo, mais aussi avec l'ouverture du PS et du cdH aux croyants musulmans. Toutefois, l'empreinte du passé demeure. Le cdH éprouve des difficultés à s'ouvrir aux non-croyants, tandis que le PS demeure plus faible parmi l'électorat catholique.

Clivage religieux, pilarisation et adhésion

Le deuxième volet de notre analyse empirique porte sur les acteurs constituant la base des partis, à savoir leurs adhérents. Par adhérent, nous entendons toute personne figurant dans les fichiers de membres des partis concernés, indépendamment de leur position dans le parti (simple membre, membre actif, cadre, ou mandataire).

L'objectif de cette section est de vérifier si les partis sont (ou restent) structurés sur une base religieuse ou pilarisée. Dès lors, il s'agit de savoir si la base des formations politiques se distingue par un profil spécifique en matière philosophique et si l'affirmation de Blondel et Battegazzore, pour qui « *by the 1990s, the notion of « pillars » had ceased to have more than a historical significance* », se trouve corroborée dans le cas belge ⁴³.

Les données mobilisées pour cette analyse sont issues d'enquêtes par questionnaires menées auprès des adhérents des quatre partis majeurs du paysage politique en Belgique : CD&V, Open VLD, PS et Ecolo (N = 2 910). Pour chacun des partis, 2 500 questionnaires ont été envoyés sur la base d'échantillons représentatifs d'adhérents tirés des bases de données des secrétariats de partis. Les taux de réponse varient en fonction du parti concerné, mais permettent néanmoins d'obtenir une base de données appréciable et originale sur cette catégorie particulière d'individus que constituent les adhérents de partis ⁴⁴.

⁴³ J. BLONDEL et F. BATTEGAZZORE, « Have « Consociational » Forms of Parliamentary Government Ceased to Exist in Western Europe but is the Majoritarian Model on the Way to Becoming more « Cooperative » ? », *ICPS Working Papers*, 223, 2003, p. 15.

⁴⁴ Les enquêtes ont été réalisées en janvier 2003 (PS), mars 2003 (Ecolo), janvier 2006 (VLD) et juin 2006 (CD&V). Les taux de réponses sont les suivants : 32,9% (PS), 41,2% (Ecolo), 18,6% (VLD) et 24,2% (CD&V).

La présentation des résultats de ces enquêtes s'effectue en trois temps. Dans un premier temps, nous exposons la structuration philosophique de la base de chacun des partis analysés, tant en termes de croyance que de pratique. Dans un deuxième temps, nous revenons sur l'ancrage sociologique de ces adhérents dans les « mondes » ou piliers traditionnels structurant la société belge. Enfin, nous nous attardons sur les positionnements ou attitudes des adhérents en fonction de leur croyance.

A travers cette analyse, nous tentons de mettre en évidence l'existence d'un décalage potentiel entre des comportements électoraux, partiellement détachés du clivage philosophique, et la composition de la base des partis.

Structuration philosophique de la base des partis

En matière d'orientation philosophique, les partis analysés présentent des divergences marquées correspondant à l'implantation de ceux-ci sur le premier clivage ayant mené à la structuration du paysage politique et partisan en Belgique (tableau 9). C'est particulièrement le cas du CD&V, puisque la quasi-totalité de ses adhérents sondés se déclarent catholiques ou chrétiens. Le parti démocrate chrétien flamand, ayant décidé en 2001 de conserver son étiquette chrétienne, semble toujours ancré dans un substrat catholique fort. Son pendant laïc francophone, le parti socialiste, montre de son côté un visage toujours fortement marqué par sa fixation originelle sur le versant laïc du clivage philosophique. En effet, plus de deux tiers de ses membres se déclarent non croyant ou libre penseur (64,1%). La part des adhérents se déclarant d'une autre religion, si elle émerge dans l'analyse de l'électorat du parti, ne se traduit pas dans son profil organisationnel (2,3%). Pour sa part, l'Open VLD, historiquement situé sur le versant anti-clérical du clivage religieux, a opéré un réalignement réussi puisqu'il accueille plus de deux tiers de citoyens se reconnaissant comme chrétien ou catholique (64,8%), dans une Flandre certes moins sécularisée. Il se démarque également par la proportion plus importante de personnes ne pouvant pas se reconnaître dans les tendances proposées (soit une religion précise, soit la laïcité), ce qui peut dénoter d'un questionnement de ces personnes envers leur foi éventuelle. Enfin, Ecolo présente un visage transversal sur la question, les pôles catholique/chrétien et non croyant/libre penseur s'équilibrant presque, au léger avantage de ce dernier.

Tableau 9. Structure philosophique de la base des partis dominants de chaque famille politique, en %

	<i>Chrétien/ catholique</i>	<i>Autre religion/autre tendance</i>	<i>Non croyant/ libre penseur</i>	<i>Total (N)</i>
CD&V	97,2	1,7	1,2	100,0 (598)
Open VLD	64,8	7,0	28,2	100,0 (457)
PS	33,6	2,3	64,1	100,0 (777)
Ecolo	41,0	3,4	55,6	100,0 (985)

Chi²= 697,034 ; p=.000.

En termes de pratique des croyants, deux pôles s'affrontent à nouveau, celui des démocrates chrétiens en Flandre et des socialistes dans le monde francophone

(tableau 10). Parmi les croyants au CD&V (soit la quasi-totalité de l'échantillon considéré), la pratique déclarée est hebdomadaire pour 40,3% d'entre eux. Les pratiquants plus irréguliers sont également fort nombreux (37,0%) ; leur rapport à la religion s'apparente davantage à une identité, qui se marque lors d'événements important de la vie. Très peu de croyants déclarent ne jamais se rendre sur un lieu de culte. En miroir, les adhérents du parti socialiste se déclarant croyants sont très majoritairement peu ou pas pratiquants. Seuls 12,3% déclarent se rendre sur leur lieu de culte au moins une fois par mois. Le profil des libéraux flamands est assez proche, quoique la pratique régulière soit quelque peu plus élevée (18,9%). Enfin, Ecolo présente à nouveau un visage plus transversal, avec près d'un tiers de pratiquants réguliers (31,0%), et deux tiers de non-pratiquants ou de pratiquants irréguliers (69,0%).

Tableau 10. Pratique religieuse des croyants et parti d'appartenance des adhérents, en %

	<i>Au moins une fois par semaine</i>	<i>Au moins une fois par mois</i>	<i>Quelques fois par an</i>	<i>Jamais</i>	<i>Total (N)</i>
CD&V	40,3	13,7	37,0	9,0	100,0 (586)
VLD	11,6	7,3	46,2	34,9	100,0 (301)
PS	8,6	3,7	46,8	40,9	100,0 (301)
Ecolo	18,9	12,1	48,2	20,8	100,0 (481)

Chi²=266,571 ; p=.000.

Au final, la structuration philosophique interne des partis semble bien refléter l'ancrage traditionnel de ceux-ci sur le clivage religieux. En particulier, le CD&V se détache par son aspect hermétique à toute autre source de recrutement. Le parti socialiste se caractérise par une ouverture encore ténue et un décalage entre l'orientation religieuse de son électorat et celle de la base du parti. Les libéraux confirment la réussite de leur ouverture philosophique, tout comme Ecolo sa transversalité.

Ancrage sociologique des adhérents dans les piliers traditionnels

L'ancrage sociologique des individus dans un pilier peut être mesuré par de nombreux indicateurs. En effet, chaque monde sociologique a développé autour du parti une nébuleuse d'organisations socio-économiques, socio-culturelles ou éducatives. Néanmoins, afin de mesurer au mieux l'ancrage des adhérents des différents partis dans un de ces mondes, il est nécessaire d'envisager des indicateurs qu'un grand nombre de répondants partagent. Nous avons dès lors opté pour trois indicateurs complémentaires de l'appartenance à un pilier : le réseau d'enseignement, la mutuelle et le syndicat d'affiliation.

Le réseau scolaire est un des fondements de la structuration des piliers en Belgique. En effet, c'est par une socialisation opérée très tôt que les piliers parviennent à créer et conserver des mondes sociologiques étanches les uns des autres. Historiquement, deux réseaux se sont constitués en parallèle, le réseau officiel, voulu par les défenseurs de la laïcité de l'Etat, et soutenu par les libéraux et les socialistes, et le réseau libre

confessionnel, érigé par l’Eglise et soutenu par le parti émanant du pilier chrétien. Les luttes en matière d’enseignement ont été emblématiques des tensions sur le clivage philosophique. Elles ont débouché sur deux « guerres scolaires », l’une portant sur l’organisation du réseau primaire à la fin du XIX^e siècle et l’autre sur celle de l’enseignement secondaire à l’issue de la seconde guerre mondiale ⁴⁵.

Le parcours scolaire des adhérents des quatre formations politiques est à ce titre édifiant (tableau 11). A nouveau, deux pôles s’opposent. D’un côté, les adhérents du CD&V ont très majoritairement été socialisés dans le réseau libre confessionnel. Certes, ce réseau est dominant en Flandre ⁴⁶, mais ces proportions démontrent néanmoins une socialisation opérée dans le réseau du pilier. En outre, quand ils n’ont pas réalisé tout leur parcours dans le réseau confessionnel, les répondants ont souvent combiné les réseaux, ce qui implique un passage par le réseau du pilier. Inversement, les membres du parti socialiste ont pour la plupart effectué leur scolarité dans le réseau officiel (82,5%). Dans le cas de l’Open VLD, l’appartenance au monde laïc est importante. Près de la moitié des répondants ayant obtenu leur diplôme du secondaire l’ont décroché dans un établissement du réseau officiel (48,8%). C’est d’autant plus marquant que ce réseau est minoritaire en Flandre (il n’accueille qu’environ un quart des élèves du secondaire). Alors qu’il constitue le réseau majoritaire en Flandre, seuls 22,8% des répondants libéraux ont effectué leur parcours scolaire dans le réseau libre confessionnel. En matière de choix de réseau, la diversité est davantage de mise, puisque 28,4% des personnes interrogées déclarent avoir étudié dans un autre ou dans plusieurs réseaux, ce qui dénote soit une méconnaissance de la couleur de l’école, soit une transversalité plus forte. Enfin, les adhérents écologistes font à nouveau montre sur cet indicateur de leur transversalité sur le clivage philosophique, puisque la distribution entre réseau se rapproche de la distribution existant en Communauté française.

Tableau 11. Réseau scolaire fréquenté par les adhérents en fonction du parti d’appartenance, en %

	<i>Réseau officiel</i>	<i>Réseau libre confessionnel</i>	<i>Autre réseau / Plusieurs réseaux</i>	<i>Total (N)</i>
CD&V	8,6	77,3	14,1	100,0 (383)
Open VLD	48,8	22,8	28,4	100,0 (285)
PS	82,5	11,3	6,2	100,0 (594)
Ecolo	35,3	54,2	10,4	100,0 (920)

Chi²=699,540 ; p=.000.

Le choix de la mutuelle et du syndicat d’affiliation sont des indicateurs complémentaires de l’inscription éventuelle des adhérents dans un pilier particulier. En effet, l’après-deuxième guerre mondiale consacre l’acceptation du syndicalisme, le

⁴⁵ J.-Ph. SCHREIBER, « Guerre scolaire, guerre de religion ? Etude d’un concept historique dans le cas de la Belgique du XIX^e siècle », *Problèmes d’histoire des religions*, 7, 1996.

⁴⁶ Il accueille en 2006-2007 63,4% des enfants scolarisés dans le primaire, et 75,7% des élèves inscrits dans le secondaire (proportions stables à travers le temps) http://www.ond.vlaanderen.be/onderwijsstatistiek/2006-2007/voorpublicatie_JB/1_algem_0607.xls.

développement de l'Etat-providence et, indirectement, la reconnaissance des piliers. Le règlement des conflits socio-économiques leur est délégué ; ils prennent en charge une série de services en lieu et place de l'Etat. Les piliers, en particulier socialiste et chrétien, connaissent alors un nouveau développement. Il s'articule notamment autour des mutualités, qui prennent en charge la gestion de l'assurance-maladie. Trois mutualités concurrentes voient le jour (chrétiennes, socialistes, libérales), auxquelles s'ajoutent au fil du temps des mutualités neutres ou indépendantes. Les syndicats jouent également un rôle majeur dans la mise en place et le fonctionnement de l'Etat-providence. Ils s'organisent eux aussi autour de trois pôles (chrétien, socialiste et libéral).

Les informations relatives aux adhérents de partis permettent de saisir l'actualité ou la déliquescence de ce modèle reposant sur les piliers. Une fois de plus, les deux partis traditionnellement opposés sur les questions philosophiques présentent les visages les plus contrastés.

En matière d'affiliation à une mutuelle, au CD&V, la diversité n'est pas de mise, puisque la quasi-totalité des adhérents se déclarent affiliés aux mutualités chrétiennes (tableau 12). Inversement, les mutualités socialistes dominent largement dans les déclarations des adhérents du PS. Les adhérents du VLD optent presque majoritairement pour les mutualités libérales (46,6%), même si une part non négligeable déclare être affilié aux mutualités chrétiennes (29,3%), dominantes en Flandre. Enfin, si les mutualités chrétiennes ont également la faveur des adhérents écologistes, ces derniers sont comparativement plus nombreux à opter pour des mutualités neutres ou indépendantes que les membres des autres partis étudiés.

Tableau 12. Choix de la mutuelle des adhérents et parti d'appartenance, en %

	<i>Mutualités chrétiennes</i>	<i>Mutualités socialistes</i>	<i>Mutualités libérales</i>	<i>Mutualités neutres</i>	<i>Mutualités indépendantes</i>	<i>Autre</i>	<i>Total (N)</i>
CD&V	91,6	1,2	1,5	1,0	3,9	0,8	100,0 (597)
Open VLD	29,3	6,7	46,6	5,6	10,6	1,1	100,0 (461)
PS	7,4	77,0	1,1	5,5	6,0	3,1	100,0 (816)
Ecolo	40,1	19,4	2,0	13,6	19,8	5,1	100,0 (1018)

Chi²=2659,678 ; p=.000.

La polarisation est encore plus marquée en matière d'affiliation syndicale (tableau 13). Lorsqu'un adhérent du CD&V ou du PS est membre d'un syndicat, il est presque toujours affilié au syndicat du pilier. Le cas des libéraux flamands est marquant aussi. Le syndicat libéral est, traditionnellement, plus faible et moins bien implanté que les deux autres syndicats. Cependant, lorsque les adhérents de l'Open VLD sont membres d'un syndicat, c'est dans près de deux tiers des cas du syndicat libéral (61,5%). Enfin, les adhérents d'Ecolo présentent une fois de plus un profil relativement transversal.

Tableau 13. Syndicat des adhérents affiliés et parti d'appartenance, en %

	<i>Syndicat socialiste (ABVV/FGTB)</i>	<i>Syndicat chrétien (ACV/CSC)</i>	<i>Syndicat libéral (ACLVB/CGSLB)</i>	<i>Autre</i>	<i>Total (N)</i>
CD&V	1,8	95,7	1,8	0,7	100,0 (279)
Open VLD	7,4	26,7	61,5	4,4	100,0 (135)
PS	91,8	4,3	1,9	1,9	100,0 (513)
Ecolo	36,1	54,0	1,8	8,1	100,0 (454)

Chi²=1388,374 ; p=.000.

Les données issues des déclarations des adhérents en matière d'appartenance à un monde sociologique permettent de mettre en évidence la prégnance toujours très forte des processus de socialisation, en particulier dans les piliers dominants socialiste et démocrate chrétien. Les adhérents du PS et du CD&V témoignent d'un ancrage très fort et univoque dans le pilier correspondant. Les individus qui y sont socialisés constituent la base de recrutement des deux partis. Les adhérents libéraux témoignent d'un passage massif, mais pas totalement hermétique, par le pilier libéral, certes plus modeste. Enfin, le profil des adhérents écologistes est en concordance avec la revendication d'indépendance du parti par rapport aux piliers. Le parti, ayant émergé après la mise en place de ces structures sociales fortes, ne peut puiser exclusivement dans un bassin de recrutement.

Adhésion, croyance et attitudes

L'analyse du profil sociologique des adhérents a montré des différences très nettes entre partis, que ce soit en termes d'orientation philosophique ou de socialisation. Ces caractéristiques sont-elles liées à des attitudes politiques spécifiques ?

Afin de mesurer ces attitudes, six indicateurs sont mobilisés. Quatre sont relativement similaires à ceux utilisés dans le cadre de l'enquête sortie des urnes, quoique basés sur des échelles différentes : l'auto-positionnement sur une échelle gauche-droite (0 à 7) et des indicateurs de positionnement sur des questions politiques : gauche-droite socio-économique, universalisme-ethnocentrisme et progressisme-conservatisme (1 à 4)⁴⁷. Deux indicateurs, également mis en évidence par l'analyse en composantes principales, viennent compléter ces données : le positionnement sur une

⁴⁷ Chaque indicateur synthétise différentes propositions par rapport auxquelles les répondants ont dû se positionner. Ces indicateurs ont été mis en évidence à l'aide d'une analyse en composantes principales. Indice socio-économique : poste et syndicats ; indice universalisme et ethnocentrisme : demandeurs d'asile, élargissement UE, droit de vote des étrangers et aide au développement ; indice progressisme-conservatisme : avortement, enfants hors mariage et droits des homosexuels.

échelle qualifiée de libéralisme-autoritarisme et une échelle d'environnementalisme-matérialisme.

De manière générale, les adhérents se déclarant catholique ou chrétien optent pour des positions tendanciellement plus à droite, et ce dans la quasi-totalité des domaines investigués (tableau 14). En matière d'auto-positionnement sur l'échelle générique gauche-droite, les adhérents se déclarant chrétien ou catholique tendent à pointer des positions en moyenne plus à droite de près d'un point sur l'échiquier politique (positionnement moyen de 3,34 contre 2,30 pour les non croyants/libres penseurs). Cet ancrage général plus à droite se confirme par l'indice socio-économique, même si dans ce cas, la catégorie des « autres religion/tendance » prend le dessus. De même, ils se situent davantage sur le versant conservateur que leurs homologues non croyants (2,34, contre 1,60). Enfin, ils se caractérisent par un penchant plus marqué pour la fermeture sur les questions d'immigration (2,29 sur l'indice d'universalisme-ethnocentrisme, contre 2,00 pour les non croyants). Sur les deux derniers indicateurs également, la catégorie des chrétiens/catholiques tend davantage vers le pôle de droite (autoritarisme, matérialisme) que les autres catégories. On ne constate donc pas de tendance plus ouverte chez les croyants chrétiens envers les nouvelles thématiques comme l'environnement ou l'immigration.

Tableau 14. Attitudes et croyance des adhérents

	<i>Chrétien/ catholique</i>	<i>Autre religion/ autre tendance</i>	<i>Non croyant/ libre penseur</i>
Auto-positionnement gauche-droite (0-7)	3,34	2,99	2,30
Indice progressisme-conservatisme (1-4)	2,34	2,10	1,60
Indice gauche-droite socio-économique (1-4)	2,24	2,36	1,91
Indice universalisme-ethnocentrisme (1-4)	2,29	2,26	2,00
Indice libéralisme-autoritarisme (1-4)	2,73	2,61	2,51
Indice environnementalisme-matérialisme (1-4)	2,46	2,35	2,42

Si ces éléments nous autorisent à penser que la croyance, mais aussi et surtout l'ancrage dans un monde sociologique, semblent déterminer fortement les engagements militants des adhérents et leur choix de parti. Cependant, l'analyse bivariée ne permet pas d'évaluer le poids de ces déterminants dans la prédiction du parti d'appartenance. L'analyse discriminante introduit une hiérarchisation. Elle permet à la fois d'identifier les variables les plus prédictives d'une démarche d'adhésion envers un parti et de prédire le parti d'appartenance en fonction des caractéristiques des individus.

Le tableau 15 présente les résultats de l'analyse discriminante, parti par parti ⁴⁸. Pour chaque parti, une série de variables socio-démographiques (niveau de diplôme, âge, et croyance) et d'attitudes (indicateurs mobilisés ci-dessus) sont intégrées dans l'analyse, afin d'évaluer leur valeur prédictive de l'adhésion pour le parti en question (en opposition aux trois autres partis).

⁴⁸ Le vote pour le parti *p* est dichotomisé par rapport au vote pour les autres partis, avec une probabilité égale de voter pour chaque groupe afin d'éviter les disproportions liées aux probabilités réelles.

Les résultats confirment les observations antérieures. Le facteur religieux apparaît à deux reprises comme variable prédictive de l'adhésion : dans le cas du PS, et du CD&V. Ce n'est pas le cas pour l'Open VLD ou Ecolo. A l'instar des observations relatives au comportement électoral, la variable religieuse joue pour les partis traditionnellement opposés sur le clivage philosophique (socialistes et démocrates chrétiens).

Les variables de pilarisation permettent pour partie d'identifier le parti d'appartenance des adhérents, en particulier dans le cas de la mutualité d'affiliation.

Enfin, les positionnements sur les indicateurs sont eux aussi dans la plupart des cas significatifs. Sur les indicateurs d'auto-positionnement et d'échelle gauche-droite socio-économique, on observe un ancrage moyen à droite des libéraux (4,34 et 3,02), au centre pour les démocrates chrétiens (3,95 et 2,43) et à gauche pour les adhérents socialistes (2,30 et 1,79) et écologistes (2,08 et 1,75). Les adhérents écologistes se distinguent particulièrement par leur positionnement moyen des trois autres partis sur les échelles d'universalisme-ethnocentrisme (1,52) et d'environnementalisme-matérialisme (1,87). Les adhérents démocrates chrétiens se différencient pour leur part par leur ancrage moyen plus marqué sur le versant conservateur de l'échelle progressisme-conservatisme (2,56).

Il est intéressant de noter que les variables socio-démographiques de base (niveau de diplôme, âge) ne jouent pas dans la prédiction du parti d'appartenance. L'ensemble des adhérents, quel que soit le parti concerné, présente un profil sociologique relativement semblable : niveau d'éducation élevé et âge moyen se situant entre 45 et 65 ans. Ces caractéristiques sont proches de celles mises en évidence dans d'autres études nationales ⁴⁹. Elle correspondent au modèle des ressources mis en évidence par Verba et Nie ⁵⁰.

Tableau 15. Analyse discriminante du vote en 2007, par parti

<i>Partis/variables</i>	<i>CD&V</i>	<i>Open VLD</i>	<i>PS</i>	<i>Ecolo</i>
Niveau de diplôme	-0,012 - Sec./sup.	-0,176 6 * Sec./sup.	0,202 - Sec./sup.	-0,178 - Sec./sup.
Croyance	0,567 4 * Catholique/ chrétien	0,240 - Non croyant/ catholique	0,297 4 * Non croyant	0,181 - Non croyant/ catholique
Age	0,152 - 45-64 ans	0,130 - 45-64 ans	-0,009 - 45-64 ans	0,127 - 45-54 ans
Réseau enseignement	0,212 6 * Libre confessionnel	-0,010 - Officiel/libre confessionnel	0,338 6 * Officiel	-0,147 6 * Officiel/ libre confessionnel

⁴⁹ P. SEYD & P. WHITELEY, *Labour and Conservative Party Members 1990-1992 : social characteristics, political attitudes, and activities*, Oxford, Clarendon Press, 1996.

⁵⁰ S. VERBA & N.H. NIE, *Participation in America : Social Equality and Political Democracy*, New York, Harper & Row, 1972.

<i>Partis/variables</i>	<i>CD&V</i>	<i>Open VLD</i>	<i>PS</i>	<i>Ecolo</i>
Mutualités	-0,509 2 * chrétiennes	0,199 3 * libérales	-0,047 - socialistes	-0,172 4 * socialistes/ libérales
Auto-positionnement gauche-droite (0-7)	0,604 1 * 3,95	0,689 2 * 4,34	0,243 2 * 2,30	0,421 3 * 2,08
Echelle universalisme- ethnocentrisme (1-4)	0,219 - 2,40	0,500 4 * 2,76	-0,314 7 * 2,45	0,734 1 * 1,52
Echelle gauche-droite socio-économique (1-4)	0,304 - 2,43	0,834 1 * 3,02	0,248 5 * 1,79	0,321 7 * 1,75
Echelle progressisme- conservatisme (1-4)	0,575 3 * 2,56	0,323 - 2,30	0,092 8 * 1,87	0,352 8 * 1,64
Echelle libéralisme- autoritarisme (1-4)	0,108 5 * 2,66	0,315 - 2,87	-0,329 3 * 2,86	0,475 5 * 2,20
Echelle environnemen- talisme-matérialisme (1-4)	0,097 - 2,61	0,164 5 * 2,63	-0,539 1 * 2,94	0,681 2 * 1,87
Lambda de Wilks	0,662	0,702	0,552	0,480
% de bons classements	81,8	83,2	84,9	87,0

Remarques : pour chaque variable et chaque parti, le tableau indique : la corrélation entre la variable et la fonction discriminante ; si la variable est retenue dans la fonction, le rang de la corrélation et une * et si la variable n'est pas retenue dans la fonction, le tableau mentionne un - ; la moyenne des positions des électeurs du parti sur chaque variable (score moyen ou catégorie ordinale la plus proche de la moyenne). Les signes des corrélations ne doivent pas être pris en considération.

Conclusion

Cette contribution avait pour objectif d'attester de la pérennité ou du déclin du clivage philosophique comme déterminant des choix participatifs, que ce soit sur le plan électoral ou au niveau partisan. Elle avait également pour intention de mettre à l'épreuve le modèle de pilarisation (et l'hypothèse de son érosion) tel que développé dans la littérature, mais cependant peu éprouvé empiriquement.

Sur le plan des comportements électoraux, les conclusions sont mitigées. D'un côté, les démocrates chrétiens francophones n'ont ni le leadership, ni le monopole sur l'électorat catholique. De même, le parti socialiste n'est pas le seul à s'attirer les faveurs de l'électorat non croyant et agnostique. Toutefois, le clivage continue à marquer les partis qui en sont historiquement issus (cdH et PS), et détermine les attitudes des électeurs sur les questions de conservatisme moral ou culturel. Cependant, il n'est pas totalement parvenu à se régénérer à la source des nouveaux électeurs de confession musulmane. Ces derniers privilégient les socialistes, mais aussi les humanistes. Dès

lors, les lignes de fractures se troublent, puisque le MR et Ecolo offrent un pluralisme entre catholiques/chrétiens et non croyants/agnostiques, alors que le PS et le cdH s'ouvrent aux croyants musulmans.

L'analyse du profil sociologique et politique des adhérents vient nuancer cette affirmation. En effet, en matière d'ancrage sociologique, les partis issus du clivage historique et des piliers dominants présentent des portraits très peu ouverts, fortement hermétiques, que ce soit en termes de croyance, de pratique ou d'appartenance à un monde sociologique. Cela démontre à tout le moins que les partis dominants des familles issues des piliers dominants fonctionnent toujours sur la base d'un recrutement dans le vivier du pilier. Néanmoins, si cet ancrage détermine en partie les attitudes et positionnements politiques des adhérents, il n'est pas suffisant pour les appréhender de manière complète.

Le décalage observé entre les profils des électeurs et des adhérents peut poser question. Si les partis traditionnellement ancrés sur les versants opposés du clivage philosophique semblent recruter dans leur pré carré, ils attirent cependant des électeurs d'horizons plus diversifiés. Ce décalage peut s'envisager comme le signe d'une dépillarisation progressive de la société belge : elle toucherait en premier les électeurs, moins investis et engagés politiquement que les adhérents. Cet écart entre profils peut en outre nuire à l'exercice par les partis de leur fonction de lien de participation et de représentation ⁵¹, les adhérents constituant un maillon important de médiation des liens entre partis et citoyens électeurs ⁵². Les difficultés rencontrées par les partis à exercer une de leurs fonctions de base peuvent mener à la mise à mal de l'exercice de la démocratie représentative.

Enfin, la comparaison nord-sud des profils d'adhérents souligne le fossé entre les pôles dominants dans les deux communautés. Les adhérents du CD&V et du PS présentent des caractéristiques d'ancrage sociologiques diamétralement opposées. La superposition de ces divisions aux divisions sur le clivage communautaire renforce les tendances centrifuges à l'œuvre dans le (les) système(s) politique(s) en Belgique.

⁵¹ A. WIDFELT, *Linking Parties with People*, London, Ashgate, 1999.

⁵² T. POGUNTKE, « Party Organizational Linkage : Parties Without Firm Social Roots ? », in K.R. LUTHER & F. MULLER-ROMMEL (ed.), *Political Parties in the New Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 43-62.

